



**HAL**  
open science

## ”Citius, altius, fortius” ? La sécurisation des Jeux olympiques par la gendarmerie depuis 1900

Benoît Haberbusch

► **To cite this version:**

Benoît Haberbusch. ”Citius, altius, fortius” ? La sécurisation des Jeux olympiques par la gendarmerie depuis 1900. Les Notes du CREOGN, 2024, 104. hal-04706435

**HAL Id: hal-04706435**

**<https://hal.science/hal-04706435v1>**

Submitted on 23 Sep 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# LES NOTES DU CRGN

Centre de Recherche de la Gendarmerie Nationale

Numéro 104 – Septembre 2024

Commandant Benoît HABERBUSCH (Dr)



©Ministère de l'Intérieur et des Outre-mer/F.BRANCHOUX

Deuxième étape du relais de la flamme olympique entre le parc Borély et le Palais du Pharo à Marseille, sécurisé par les policiers et gendarmes gardiens de la flamme et escorté par un motocycliste de la gendarmerie

CHAIRE  
HiGeSeT



## « CITIUS, ALTIUS, FORTIUS » ?

### LA SÉCURISATION DES JEUX OLYMPIQUES (JO) PAR LA GENDARMERIE DEPUIS 1900

« Enfin ! Après plus de quatre années d'intense préparation, la France va accueillir (...) le plus grand événement mondial qu'un pays puisse organiser : les Jeux Olympiques et Paralympiques d'été. Les yeux du monde seront fixés sur vous. Je compte sur vous policiers, gendarmes, sapeurs-pompiers, démineurs, agents de préfecture, services de renseignement, policiers municipaux et agents de sécurité privée pour porter les couleurs de notre pays. » Par cette lettre du 22 juillet 2024, le ministre de l'Intérieur entend rappeler l'ampleur de l'enjeu aux 45 000 hommes et femmes mobilisés pour sécuriser le plus grand rassemblement sportif de la planète.

Plusieurs fois désignée comme pays hôte des JO depuis 1900, la France doit relever, pour l'édition 2024, une variété de défis parfois inédits en termes de sécurité et de sûreté. Les 15 millions de visiteurs attendus, français et étrangers, donnent déjà une idée des mesures qu'il a fallu anticiper. La gendarmerie nationale est pleinement intégrée dans le dispositif aux côtés des autres forces de sécurité intérieure.

Mais comment ces militaires ont-ils été employés lors des olympiades précédentes et dans quelle proportion ? Leurs missions étaient-elles différentes de celles qui leur sont confiées aujourd'hui ? Quels enseignements ont été tirés de ces diverses expériences ? Une attention sera portée sur les premiers JO et les grands rassemblements sportifs du début du siècle. L'expertise acquise lors des JO d'hiver en 1968 et 1992 fera l'objet d'une deuxième partie. Les spécificités des JO de 2024 concernant les gendarmes seront étudiées dans une troisième partie.

### I) L'apprentissage des grands rassemblements sportifs au début du XX<sup>e</sup> siècle

#### 1) « L'essentiel est de participer », quelle place pour les gendarmes dans les JO de 1900 et de 1924 ?

En matière d'ordre public, la maréchaussée, puis la gendarmerie, ont très tôt intégré dans leurs missions la surveillance des grands rassemblements liés à des fêtes religieuses, à des foires commerciales ou même à des courses hippiques, à l'instar de la gendarmerie de la Seine dans la Seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Toutefois, au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'engouement populaire pour les grands événements sportifs place les gendarmes devant des défis nouveaux.

Les deux premières éditions parisiennes des olympiades modernes, à l'initiative du baron Pierre de Coubertin, ont un impact plutôt limité pour les gendarmes de l'époque. Aux JO de 1900, baptisés « Concours internationaux d'exercices physiques et de sports », les compétitions sont noyées dans la programmation pléthorique de l'Exposition universelle. À tel point que certains athlètes n'ont pas vraiment conscience de participer à la 2<sup>e</sup> édition des Jeux modernes ! En 1924, les JO sont surtout l'affaire de la préfecture de police de Paris, qui n'hésite pas à déployer en nombre ses agents. Ceux-ci assistent aux nombreux malaises pour cause d'insolation dont sont victimes les malheureux candidats du cross-country. Pour l'épreuve du marathon, un œil avisé saura reconnaître sur les images d'époque les quelques gendarmes répartis sur le parcours.

En 1924, les autorités semblent moins inquiètes de la menace terroriste, anarchiste ou « bolchevique », que des pickpockets. « On a arrêté à Paris les plus grands voleurs du monde, clame *La Liberté* le 10 mai 1924, ces champions étaient venus pour les Jeux olympiques ». De même, la problématique de la gestion des flux de visiteurs, notamment de Paris vers le stade de Colombes, commence à être bien identifiée, sans générer encore de solutions efficaces. Sur place, les maigres barrières qui séparent alors le public du terrain font craindre le pire, comme le 18 mai 1924 lors du match de rugby franco-américain,

quand 20 000 spectateurs, exaspérés par une défaite de 17 à 3, menacent de s'en prendre physiquement aux joueurs américains. Suite à cette « corrida de Colombes », le rugby est banni des JO.

## 2) Tour de France et sports mécaniques pour les gendarmes de province

Si les gendarmes, voués historiquement à la « police des grands chemins », sont peu impactés par les JO parisiens de 1920 et 1924, ils assistent en revanche à l'engouement populaire pour les exploits des champions de l'asphalte et du bitume sur leurs bicyclettes ou à bord de leurs bolides.

Le Paris-Roubaix à partir de 1896, le Tour de France depuis 1903 et le Paris-Nice lancé en 1933, ainsi que toutes leurs déclinaisons locales, obligent les commandants de brigade à bousculer leur service quand les coureurs traversent leur circonscription. Aussi des mesures sont-elles prises pour renforcer le personnel, supprimer les étapes de nuit, raccourcir les distances et organiser les arrivées en dehors des agglomérations afin de limiter les incidents<sup>1</sup>.

Les images des différentes éditions permettent de suivre l'évolution des tenues du gendarme, encore coiffé de son chapeau et portant ses grosses bottes pour la 1<sup>ère</sup> étape de Montgeron en 1903, puis arborant un képi et des leggings à la fin des années 1930. La création de l'escadron motocycliste de la Garde républicaine en 1952 permet aux gendarmes d'être au plus près des coureurs pour leur ouvrir la voie.

L'essor du sport mécanique à la Belle Époque entraîne des difficultés plus grandes, à l'image de la rocambolesque course Paris-Madrid organisée en 1903. Les 315 concurrents, qui s'élancent depuis la capitale, roulent à plus de 100 km/h sur des routes sans revêtement, tellement envahies de poussière que la « navigation » se fait par rapport aux arbres qui bordent les voies et au milieu de spectateurs enthousiastes totalement inconscients du danger. Sur les 315 véhicules alignés au départ, 75 n'atteignent même pas Bordeaux. Les accidents font une douzaine de victimes, dont Marcel Renault, le frère du célèbre constructeur. *Le Petit Journal* reproduit le drame en dessinant un gendarme assistant impuissant à la scène<sup>2</sup>. Vingt ans plus tard, les gendarmes sont plus aguerris lors de la création des 24 heures du Mans.

## II) Les JO d'hiver de Grenoble (1968) et d'Albertville (1992), des vitrines internationales valorisant l'expertise des gendarmes

### 1) JO de Grenoble (1968), « des méthodes et des moyens modernes au service de missions traditionnelles »

Peu sollicités lors des 1<sup>er</sup> JO d'hiver à Chamonix en 1924, les gendarmes sont plus fortement mobilisés par les JO de Grenoble en 1968. Cette X<sup>e</sup> édition se déroule dans la France gaullienne des Trente glorieuses, en plein essor de la civilisation des loisirs, et juste avant le choc contestataire de Mai 68. Près de 3 000 gendarmes convergent de toute la France. L'hôtel de police de Grenoble, conçu par l'architecte Kaminsky, sert de PC sécurité<sup>3</sup>.

La gendarmerie focalise son attention sur la sécurisation des flux routiers des grandes villes vers Grenoble et de la « capitale des Alpes » vers les sites olympiques, à une époque où le réseau autoroutier national ne dépasse pas le seuil des 1 000 km. L'institution affiche sa modernité en communiquant sur le recours à l'informatique pour fluidifier le trafic. Un PC de circulation est installé à l'Institut des mathématiques appliquées de Grenoble qui possède un IBM 7044 capable de calculer des prévisions de temps de trafic. Dix opérateurs radios sont à l'écoute des 26 équipes composées de deux ou trois gendarmes réparties le long des principaux axes afin d'actualiser les données de la circulation. Au total, 102 gendarmes sont assignés à cette tâche<sup>4</sup>. Les calculs effectués fournissent une anticipation de l'évolution du trafic à partir des mesures relevées simultanément et périodiquement (tous les quarts d'heure) sur chaque tronçon (débit à l'entrée, file d'attente à la sortie). En fonction des données récoltées, des indications sont fournies aux conducteurs au moyen de pancartes pour les orienter vers les axes les moins fréquentés.

Autre mission plus originale, les gendarmes arment au profit du Comité d'organisation des JO (COJO) une flotte de 500 estafettes, pompeusement appelées « *minibus* », qui sont placées à la disposition des athlètes, des techniciens accompagnateurs et des journalistes. Ces véhicules sont équipés de tables pliantes pour les journalistes afin de leur permettre de taper plus rapidement à la machine leurs papiers avant de les communiquer à leur rédaction au retour à Grenoble. Le reporter du *Figaro*, Pierre Macaigne, décerne à ces chauffeurs « *la médaille d'or de la courtoisie, du dévouement, de la gentillesse et de l'amabilité* ».

### 2) Les JO d'Albertville en 1992, un pari organisationnel et logistique

Ancien commandant du groupement de la gendarmerie de Savoie chargé de sécurité au COJO, Albert Delmas se souvient avoir dû évaluer en amont les risques de tous ordres, naturel, technique ou humain, liés à ces XVI<sup>e</sup> JO d'hiver. Responsable

1 OLIVIER, Jean-Paul. *Les anges bleus du Tour de France*. Paris : LBM éditions, 2009, 208 p.

2 La Course Paris-Madrid 1903 – Terrible accident automobile. *Le Petit Journal Supplément du Dimanche*, n° 655, 7 juin 1903, p. 184.

3 L'hôtel de police de Grenoble « centre nerveux » des jeux. *L'Écho de la gendarmerie nationale*, n° 4168, 10 mars 1968, p. 156.

4 CONTESSE, Jean (capitaine). Une expérience de régulation de la circulation à l'aide d'un ordinateur. *Revue d'études et d'informations*, n° 76, 2<sup>e</sup> trimestre 1968, p. 23-28.

du secteur de La Plagne, le lieutenant-colonel Buisson a bien résumé les objectifs fixés : « *La gendarmerie est chargée d'assurer une mission de police administrative renforcée, dans un cadre juridique normal. Elle participe au contrôle de la circulation routière, à la sécurité publique générale (surveillance, maintien de l'ordre, lutte antiterroriste), ainsi qu'à la sécurité des épreuves sportives, des enceintes olympiques et des lieux d'hébergement.* »

En 1992, la mobilisation de l'Arme s'élève à 3 500 gendarmes, sous les ordres du général Charlot, soit 58 % du dispositif de sécurité. La gendarmerie mobile envoie 34 escadrons. La police judiciaire est assurée, quant à elle, par les sections de recherches de Lyon et de Grenoble, la BR d'Albertville et l'équipe de recherches de Saint-Jean-de-Maurienne. En raison de ce déploiement des forces de l'ordre, la délinquance chute de 40 % en Savoie.

L'affluence de près d'un million de visiteurs à Albertville et la dispersion des épreuves sur 13 sites posent la question de la gestion des flux routiers. Bénéficiant d'une météo clémente et de nouvelles infrastructures routières, les gendarmes peuvent compter sur des atouts tels que la bureautique, le réseau Saphir et le nouveau COG de Chambéry. Un effort est également fourni en matière de véhicules (200 Trafics 4x4, 24 motos-neige Yamaha...) et d'uniforme avec l'adoption de la tenue « Daolio », du nom d'un gradé décédé dans une avalanche en 1989.

Pour les visiteurs étrangers, des interprètes sont affectés au PC de la gendarmerie. Les gendarmes reçoivent aussi un fascicule d'information, *La Marmotte*, contenant les cartes routières référencant les différents sites sportifs, le calendrier des épreuves et quelques numéros de téléphone utiles.

Dans un contexte international marqué par l'effondrement de l'URSS, la crise yougoslave et la guerre civile algérienne, la gendarmerie est pleinement impliquée dans la protection des 1 801 athlètes en provenance de 64 nations. Ancien membre fondateur du GIGN, Christian Prouteau quitte le Groupe de sécurité de la présidence de la République (GSPR), après six années de service, pour être nommé préfet hors cadre responsable de la sécurité de JO.

### III) JO 2024 de Paris, « une manœuvre opérationnelle et logistique d'une ampleur et d'une durée inédites en Île-de-France »

#### 1) La « force humaine » et l'expertise technologique face aux menaces multiformes

Malgré la confiance affichée par le ministre de l'Intérieur, fort d'avoir anticipé tous les risques éventuels et « *prévu l'imprévisible* »<sup>5</sup>, les forces de l'ordre sont confrontées à cette occasion à des enjeux de sécurité inédits liés à une prévision de visiteurs 7,5 fois supérieure aux JO de Rio et à une dispersion sans égale des épreuves sur 70 sites. « *Les jeux olympiques ne se déroulent pas qu'en région parisienne, rappelle le général de corps d'armée Petillot, major général, et les gendarmes sont partout mobilisés pour en assurer la sécurité, sur terre, sur mer et dans les airs !* » En province, 2 500 policiers et gendarmes protègent le stade Pierre Mauroy à Lille où se déroulent les épreuves de basket et de handball. À Châteauroux, une compagnie de marche de 72 militaires, un escadron de la gendarmerie mobile, une équipe du GIGN et des équipes cynophiles sont mobilisés pour le tir. À Marseille, les épreuves de voile sont sous leur protection. En Polynésie, les épreuves de surf de Teahupo'o nécessitent la présence de 275 gendarmes. Pour sécuriser l'accueil du public, l'Arme dispose d'un vivier de 900 militaires ayant reçu la formation *Explosive ordnance reconnaissance* (EOR) agréée par l'OTAN.

Comme par le passé, la menace terroriste reste élevée en raison d'une actualité internationale tendue et de contestations internes multiples allant de l'extrême droite à l'extrême gauche, en passant par l'activisme environnemental. Les actes de sabotage sur le réseau TGV du 26 juillet prouvent la réalité de ces périls. De nouvelles menaces pèsent aussi sur les JO de 2024 en raison des attaques cyber (la prévision est dix fois supérieure aux 450 millions enregistrées pour les JO de Pékin en 2021) et de drones. Dans ces deux domaines, l'institution dispose de spécialistes, notamment au Comcyber-MI, et d'équipements spécialisés, comme les fusils brouilleurs<sup>6</sup>.

Placés sous l'autorité du préfet de police de Paris et des préfets de région, les gendarmes ont pour mission de :

- protéger les sites olympiques, leurs abords, les athlètes et le public ;
- sécuriser les transports en commun et les axes de circulation ;
- escorter les délégations olympiques, les différentes autorités et chefs d'État.

La mise en œuvre des forces d'active et de réserve pour remplir ces missions a nécessité un remarquable effort de conception. « *Avant d'être envisagée en termes de sécurisation, cette manœuvre l'a été en termes logistiques* », explique le général Duceps, désigné Commandant des forces de gendarmerie (COMFORGEND) pour les Jeux olympiques de Paris. Cette dimension de soutien est la grande originalité de cette opération hors norme. Une Base logistique avancée (BLA), à Paris, et cinq détachements logistiques (Melun, Beynes, Satory, Maisons-Alfort et Dugny) permettent de répondre aux

5 Audition du 5 mars 2024 du ministre de l'Intérieur par la mission d'information sur l'application de la loi du 19 mai 2023 relative aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024.

6 GOINARD, Nicolas. Cybersécurité aux JO : la gendarmerie envoie un mail frauduleux, 10 % des militaires tombent dans le panneau [en ligne]. *Le Parisien*, 16 mars 2024. Disponible sur : <https://www.leparisien.fr/jo-paris-2024/cybersecurite-aux-jo-la-gendarmerie-envoie-un-mail-frauduleux-10-des-militaires-tombent-dans-le-panneau-16-03-2024-MCIHYHCH2FDDDHU2ZNA4A6DCV4.php>. PIGNOT, Marion. JO de Paris 2024 : 338 sites Internet frauduleux de vente de billets recensés par les cybergendarmes [en ligne]. *20 Minutes*, 9 juin 2024. Disponible sur : <https://www.20minutes.fr/societe/4095332-20240609-jo-paris-2024-338-sites-internet-frauduleux-revente-billets-recenses-cyber-gendarmes>



besoins du terrain en termes d'hébergement, d'alimentation, d'accompagnement du personnel, de soutien automobile et de transmissions.

Autre nouveauté, le Centre des opérations (CDO) de Maisons-Alfort s'appuie à la fois sur des Groupements opérationnels de maintien de l'ordre (GOMO) et des Groupements tactiques de gendarmerie (GTG) offrant les capacités d'action de la GD et de la GM. Des entraînements ont lieu au plus près des sites, comme au vélodrome national de Montigny-le-Bretonneux (Yvelines), le 29 avril 2024, ou au CESCO à Melun.

Notons, enfin, le recrutement de 1 750 volontaires étrangers de forces de l'ordre issus de 44 pays dont 26 pays européens. Sélectionnés comme patrouilleurs ou spécialistes et dépourvus de prérogatives policières, ils doivent faciliter les échanges avec les visiteurs de leurs pays.

## 2) Relais de la flamme et cérémonie d'ouverture des JO, deux épreuves de sécurité spécifiques

« Les services du renseignement estiment entre 2 000 et 3 000 le nombre des militants capables de passer à l'action sous l'étendard rouge et noir. »<sup>7</sup> Cette mise en garde, à quelques jours de l'arrivée de la flamme olympique sur le sol métropolitain, est révélatrice du changement d'ambiance par rapport aux éditions précédentes, quand une poignée de motards suffisait à escorter les porteurs de flamme.

Le 22 janvier 2024, la présentation à la presse, place Beauvau, du dispositif retenu pour les deux relais, olympique (8 mai-26 juillet) et paralympique (25-28 août), témoigne de mesures dignes d'un chef d'Etat. La flamme olympique est protégée par 100 policiers et gendarmes dans une « bulle » de sécurité en amont et en aval. En son sein, 18 policiers et gendarmes forment deux colonnes pour une protection rapprochée du relayeur. La traversée de 400 villes et 6 territoires ultra-marins constitue un challenge supplémentaire.

« La grosse difficulté, explique le général Réty, c'est que ces Jeux vont concerner toute la France, jusqu'à Tahiti (...) Le moindre fait qui concernera un secteur ou un athlète aura un écho, qui sera traduit comme une attaque des JO dans leur ensemble. »<sup>8</sup> Deux équipes de cinq membres du GIGN suivent donc en permanence chacun des convois sur les deux mois et demis de relais de la flamme. L'arrivée de la flamme à Marseille, le 8 mai 2024, devant 150 000 spectateurs, fait figure de test réussi avec l'emploi de moyens nautiques pour protéger le Belem. Le bref mouvement de foule survenu le soir même sur le Vieux-Port de Marseille, avant un concert, reste sans conséquence notable, comme en atteste la presse locale qui titre : « Marseille débordée par la foule et emportée par la flamme ».

L'autre pari, qui pouvait apparaître comme un « pari fou », a été l'organisation, pour la première fois, d'une cérémonie d'ouverture hors d'un stade. « C'était la question centrale depuis des jours, des semaines, des années même : la sécurité », selon *Le Parisien*<sup>9</sup>. « Folie criminelle », « irresponsabilité » ou cérémonie « invraisemblable » : les critiques n'ont pas manqué pour qualifier la prise de risque consistant à sécuriser 12 km de berges de la Seine alors même qu'un tel environnement ouvert pose un défi de taille en matière de sécurité. L'accès réglementé, avec son « serpent de fer » le long de la Seine dans les jours précédant l'événement, a aussi suscité des commentaires acerbes. « Les mots qui revenaient le plus souvent étaient "code QR", un laissez-passer qui donne accès aux rives de la Seine », rapporte un journal canadien<sup>10</sup>.

Le jour J, les dispositions prises en amont facilitent l'acheminement des 18 200 gendarmes vers la capitale. Malgré les trombes d'eau qui s'abattent sur la Ville Lumière, les images retransmises témoignent du professionnalisme des forces de l'ordre. À travers cette vitrine cathodique, la Garde républicaine est particulièrement mise à l'honneur. « Aya Nakamura et la garde républicaine ont marqué la cérémonie des JO », commente la *Tribune de Genève*. Le *HuffPost* y a vu de son côté un « duo magnifique ». De même, la progression des drapeaux des délégations sur le Trocadéro, précédés de deux cavaliers de la Garde républicaine, aura offert un tableau saisissant.

Ainsi, les JO de 2024 à Paris s'inscrivent dans la lignée de la sécurisation des grands événements sportifs que la gendarmerie a eu à connaître au cours de son histoire. Toutefois, cet événement dépasse en ampleur toutes les éditions précédentes dans un contexte sociopolitique difficile. Il en est de même de la surexposition médiatique des hommes et des femmes de l'Arme, athlètes de haut niveau ou non, notamment grâce aux réseaux sociaux qui ont contribué à renvoyer une image globalement positive d'une institution perçue à la fois comme bienveillante, amicale et professionnelle<sup>11</sup>.

Le Commandant Benoît Habermusch est co-titulaire de la Chaire de recherche Histoire, Gendarmerie, sécurité et Territoires(s) (HiGeSet), chef du département Stratégie Recherche du CRGN, docteur en histoire.

Le contenu de cette publication doit être considéré comme propre à son auteur et ne saurait engager la responsabilité du CRGN.

7 CORNEVIN, Christophe. Attaques de la flamme, sabotage des retransmissions, infiltrés chez les bénévoles... Ces artisans du chaos qui rêvent de faire chavirer les JO. *Le Figaro*, 3 mai 2024.

8 TRAQUET, Alban. BRI, GIGN, RAID, comment les unités d'élite vont veiller sur Paris 2024. *L'Équipe*, 23 avril 2024.

9 DÉCUGIS, Jean-Michel, GOINARD, Nicolas, DELSENY, Damien. Paris 2024 : la soirée racontée depuis la « tour de contrôle » chargée de surveiller et sécuriser la cérémonie [en ligne]. *Le Parisien*, 26 juillet 2024. Disponible sur : <https://www.leparisien.fr/faits-divers/jo-paris-2024-une-ceremonie-ultra-securisee-en-toute-discretion-26-07-2024-ZUY64XDDBRGWJJZAFLOZBLJ6Y.php>

10 LEICESTER, John, NOUVIAN, Tom. Les rives de la Seine sont sécurisées, à l'approche de la cérémonie d'ouverture. *La Presse*, 18 juillet 2024.

11 POLITI, Caroline. JO 2024 : Vidéos virales, drague et photos... Policiers et gendarmes font fondre Paris [en ligne]. *20 Minutes*, 1<sup>er</sup> août 2024. Disponible sur : <https://www.20minutes.fr/societe/4103895-20240801-jo-2024-videos-virales-drague-photos-policiers-gendarmes-font-fondre-paris>